



Pourquoi le monde a besoin d'une transition énergétique et pourquoi ces efforts nécessitent l'action de Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP)

Le COVID-19 affecte chacun de nous. Il change notre mode de vie, remodèle les débats politiques et provoque la fluctuation des marchés. De nombreuses communautés sont confrontées au COVID-19 et à la crise climatique. C'est pourquoi, aujourd'hui plus que jamais, nous devons nous rassembler pour envoyer un message fort à nos gouvernements à propos de la vision du monde que nous souhaitons pour nos enfants et nos communautés. En tant que mouvement PCQVP, nous devons définir les fondements de cette transition pour impliquer chaque personne et façonner un meilleur avenir pour tous. Ce nouveau document vise à expliquer pourquoi le monde a besoin d'une transition énergétique, notamment un déclin maîtrisé de la production de combustibles fossiles, et comment les coalitions de PCQVP peuvent jouer un rôle de premier plan.

Déclarations de positions dont PCQVP pourrait envisager l'adoption au niveau mondial

Pour assurer une transition juste et équitable :

1. PCQVP estime qu'un déclin maîtrisé de la production de combustibles fossiles est nécessaire. Cela comprend à la fois l'arrêt immédiat de toute activité d'exploration, de développement et de production de combustibles fossiles dans certains pays et l'élimination progressive de la production de combustibles fossiles qui a lieu dans le monde entier au fil du temps.
2. Nous pensons que l'élimination progressive de la production de combustibles fossiles doit être menée par action immédiate des pays riches et surtout des pays qui ont historiquement le plus contribué aux émissions mondiales.
3. Les travailleurs et les communautés doivent être protégés pendant cette transition. Nous encourageons tous les pays à poursuivre la planification dans le cadre de la transition énergétique, puisque la dépendance économique à long terme vis-à-vis de la production de combustibles fossiles est de plus en plus risquée et susceptible d'entraîner des difficultés économiques pour les communautés, les régions et les nations qui en dépendent.
4. Nous reconnaissons que la transition énergétique est bien engagée et nous demandons que les communautés historiquement marginalisées, notamment celles qui ont subi les conséquences les plus graves de l'extraction des ressources, soient prioritaires pendant cette transition.
5. PCQVP reconnaît que les industries extractives n'ont pas toujours conduit à une réduction des taux d'inégalité et de pauvreté dans les pays riches en ressources, et ont souvent eu des impacts sociaux et environnementaux drastiques sur les femmes et les hommes vivant dans la pauvreté. L'extraction des minéraux nécessaires à la transition énergétique ne doit pas entraîner une nouvelle malédiction des ressources pour ces communautés.

Transition énergétique et nécessité d'un déclin maîtrisé

Dans l'accord de Paris de 2015, toutes les nations ont convenu de limiter le réchauffement climatique à 1,5 - 2 degrés Celsius pour éviter les effets les plus dévastateurs du changement climatique. Une telle réduction nécessite une diminution des émissions nettes mondiales de CO2



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

d'origine anthropique d'environ 45 % par rapport aux niveaux de 2010 d'ici 2030 pour atteindre un niveau net zéro vers 2050.¹ Une transition rapide vers une énergie propre et un déclin maîtrisé des combustibles fossiles sont essentiels. Cependant, les engagements nationaux actuels en matière de réduction des émissions sont insuffisants : ils nous conduiront à un réchauffement de 3 degrés, créant des conditions inhabitables pour la vie humaine dans moins de cent ans.²

Nous devons rapidement éliminer les plus grandes sources d'émissions, à savoir celles liées aux combustibles fossiles. Le rapport 2019 du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUÉ) indique que la production mondiale de pétrole et de gaz doit diminuer de 40 % au cours de la prochaine décennie afin d'éviter les pires conséquences du changement climatique.³ Plusieurs organisations de la société civile ont souligné dans un rapport rédigé en 2016 que « les émissions potentielles de carbone provenant des gisements de pétrole, de gaz et de charbon dans *les champs et les mines actuellement exploités* dans le monde nous amèneraient au-delà de 2 degrés Celsius de réchauffement. »⁴ Entre autres, nous devons non seulement éliminer progressivement de nombreux projets existants, mais également empêcher l'industrie de planifier de nouveaux projets. Dans le même temps, nous aurons besoin que les gouvernements investissent stratégiquement dans de nouvelles sources d'énergie et de nouveaux secteurs/industries pour maintenir les flux de revenus tout en assurant la protection des personnes lors de cette transition. Les communautés des pays du Sud riches en minerais doivent partager les bénéfices de l'extraction, qui constitue le moteur de la transition vers une énergie propre, et ne doivent pas mettre en péril leur santé et leur bien-être si nous souhaitons réellement nous éloigner des pires maux de l'héritage extractif.

Nous devons donc, dès maintenant, gérer intentionnellement le déclin de notre production de combustibles fossiles. Les pays historiquement émetteurs les plus riches doivent agir en premier et le reste du monde doit mettre en place des plans immédiatement.

Quels éléments nous empêchent d'y parvenir ?

Malgré le consensus sur la nécessité de réduction drastique de l'extraction des combustibles fossiles, l'industrie prévoit en fait d'*augmenter* sa production au cours des 20 prochaines années, et les gouvernements des pays les plus riches du monde ne sont que trop désireux de l'aider. Selon Global Witness, ces projets d'expansion sont assez concentrés, puisque la part de la nouvelle de production de pétrole et de gaz proviendra des États-Unis (61 %), du Canada (7 %) et de différentes régions du monde (reste de la production).

Bien que de nombreux gouvernements dans le monde s'engagent à lutter contre le changement climatique, leurs politiques et leurs actions témoignent de leur réticence à agir efficacement en ce sens. Dans plusieurs pays, ce phénomène est dû au pouvoir politique de l'industrie des combustibles fossiles. Dans des pays comme les États-Unis, l'Australie et le Canada, les législateurs et les régulateurs au niveau national, étatique et local ont été efficacement capturés par l'industrie des combustibles fossiles, empêchant toute action agressive visant à réduire l'activité de l'industrie. Par conséquent, afin de réaliser les progrès nécessaires pour accomplir les objectifs climatiques de Paris, nous devons d'abord nous attaquer à la capture politique et à la corruption liée aux combustibles fossiles dans les pays riches en ressources du monde entier tels que le Brésil, le

¹ https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/05/SR15_SPM_version_report_HR.pdf p.10

² Ibid, p.17.

³ « Production Gap Report 2019 », United Nations Environment Programme et. al.

⁴ <http://priceofoil.org/2016/09/22/the-skys-limit-report/>



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

Mexique, les États-Unis, le Canada, l'Australie, l'Indonésie et le Nigeria. Nous devons redoubler d'efforts pour aborder la question de capture politique, et ainsi procéder au « démantèlement » nécessaire pour retrouver une réglementation et une gouvernance efficaces en matière d'industrie extractive. Ensuite, nous pourrions commencer à réformer les politiques soutenues par les entreprises qui subventionnent de manière injustifiée l'extraction au détriment non seulement des recettes publiques, mais également du bien-être environnemental et sociétal.

Quel rôle PCQVP peut-il jouer ?

Depuis sa création en 2002, l'une des plus grandes réalisations de Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) a été la campagne en faveur d'une législation sur la divulgation obligatoire, c'est-à-dire des lois obligeant les sociétés pétrolières, gazières et minières à publier leurs paiements destinés aux gouvernements du monde entier, projet par projet, au moyen d'engagements volontaires dans le cadre de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE). En tant que mouvement mondial, nous sommes tous unis dans notre vision d'un monde où chacun bénéficie de ses ressources naturelles, pour aujourd'hui comme pour demain.

Au cours des 10 dernières années, plus de 700 organisations membres de Publiez Ce Que Vous Payez issues de plus de 50 pays, ont acquis une grande expertise afin de comprendre les impacts fiscaux des projets pétroliers, gaziers et miniers : de l'analyse des contrats à la demande d'une plus grande transparence des revenus provenant de ces industries. Compte tenu de la forte expertise en matière de plaidoyer sur la transparence des revenus et des compétences techniques, les coalitions de PCQVP ont un rôle essentiel à jouer pour éclairer et soutenir les actions urgentes concernant le climat. Les membres doivent se réunir pour documenter l'ensemble des méthodes, notamment les efforts existants pour assurer une gouvernance appropriée (y compris en matière de justice fiscale et de droits des femmes, ainsi que de propriété réelle et de transparence des contrats) qui peuvent éclairer les discussions portant sur l'action climatique ; et pour présenter les principaux arguments et données qui soutiennent l'élaboration de projets d'engagements et de planification des pays concernant la lutte contre le changement climatique et ses impacts.

L'organisation PCQVP est particulièrement bien placée pour soutenir le travail sur ces questions en raison de nos activités de longue date au carrefour de la capture politique, de l'extraction et de la justice économique. En réalité, c'est en se concentrant sur ce lien précis que le réseau mondial a vu le jour. Les organisations membres de PCQVP témoignent d'une connaissance profonde et étendue des effets corrupteurs des secteurs extractifs, et des outils utilisés par l'industrie pour acquérir un pouvoir politique, construire une légitimité publique fondée sur de faux récits, et maximiser les profits.

Le mouvement plus large en faveur de la justice climatique comprend des groupes travaillant sur le changement climatique, la capture des entreprises et la justice économique, mais peu de groupes s'intéressent à la transversalité de ces trois questions. PCQVP jouera un rôle important en rassemblant ces groupes et en agissant en tant que facilitateur entre des mouvements disparates, puisque le réseau est composé d'un ensemble unique et diversifié d'acteurs. Par exemple, les groupes s'intéressant au climat et ceux à la lutte contre la corruption ne sont pas en contact, bien qu'ils travaillent sur des initiatives complémentaires. PCQVP peut faciliter la connexion et la collaboration entre ces mouvements, le cas échéant, pour faire avancer le travail de lutte contre la capture politique de l'industrie des combustibles fossiles. Cela nous aidera à construire un récit public convaincant reliant la capture des entreprises à des régimes fiscaux préjudiciables et à l'injustice économique ressentie avec acuité dans le monde entier, surtout maintenant, alors même que nous entrons dans une récession mondiale.



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

Nous reconnaissons qu'un mouvement mondial solide et diversifié a contribué à ces progrès grâce à une lutte de plusieurs décennies en faveur de la justice climatique, environnementale et économique. PCQVP espère exploiter nos forces et notre expérience collective pour contribuer efficacement à ce mouvement mondial, de manière à s'aligner sur notre mission. Par conséquent, nous nous engageons à explorer les domaines de travail décrits ci-dessous.

Domaines de travail initiaux suggérés pour PCQVP

1. **Capture politique et gouvernance** : malgré une opinion publique massive en faveur de l'élimination progressive des combustibles fossiles, de nombreux gouvernements continuent d'aider et d'encourager l'expansion de cette industrie. Ainsi, pour progresser dans ces contextes, nous devons nous attaquer de front à la corruption et à la capture des entreprises par l'industrie des combustibles fossiles. Il faut notamment s'efforcer de mettre un terme à l'influence des entreprises sur les élus et les non-élus, y compris les organismes de réglementation et de surveillance. Ces objectifs peuvent être atteints en liaison avec des mouvements plus larges de redevabilité politique, gouvernementale et de lutte contre la corruption afin de responsabiliser les décideurs politiques pendant leur mandat et de veiller à ce que des sanctions dissuasives soient mises en place et appliquées si nécessaire pour restreindre l'impunité.
2. **Financement et justice économique pour une transition énergétique équitable** : le travail sur la capture politique est essentiel pour que nous puissions retrouver une politique, une réglementation et une surveillance efficaces des industries pétrolières, gazières et minérales. Cet élément est important, étant donné la multitude de façons dont les gouvernements du monde entier subventionnent la poursuite de l'extraction, notamment par des allègements fiscaux, la déréglementation, des politiques favorables aux entreprises et un contrôle laxiste. Cela ne comprend pas seulement les *subventions au sens strict*, mais également toutes les méthodes de *subvention* de l'extraction pour la rendre moins chère et plus rentable pour les entreprises. Une vision plus large des subventions explore toutes les formes d'aide gouvernementale aux entreprises de combustibles fossiles, puisque toutes ces formes d'aide contribuent au résultat net d'une entreprise et à la poursuite de l'extraction, ainsi qu'au soutien d'une industrie non durable. Nous devons œuvrer afin d'inverser ces politiques qui gonflent inutilement les profits de l'industrie, privent les gouvernements de revenus dont ils ont désespérément besoin et encouragent la poursuite de la production.

Nécessairement, les travaux visant à réduire les subventions publiques à la production de combustibles fossiles doivent inclure une forte composante de justice économique. De nombreux communautés, régions et pays entiers (par exemple l'Irak, le Nigeria, le Timor-Leste) dépendent de l'extraction sur le plan économique. Nous devons exiger de nos gouvernements, à tous les niveaux, qu'ils s'engagent davantage dans une planification économique proactive et durable, dans la diversification hors combustibles fossiles et dans le soutien à la transition énergétique. Il n'est plus acceptable que des pays historiquement émetteurs d'émissions et à revenu élevé se dispensent d'atteindre les objectifs d'atténuation du climat en raison de leur dépendance économique. La dépendance économique due à la production de combustibles fossiles est un *choix politique*, et non une fatalité. Les gouvernements qui continuent de donner activement la priorité aux bénéfices tirés des combustibles fossiles plutôt qu'au bien-être économique et environnemental mettent leurs citoyens en danger. Les pays du Sud doivent récolter les bénéfices de la transition énergétique et ne doivent plus être lésés.



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

3. Transparence et participation publique : la transparence et la participation publique sont essentielles pour soutenir les travaux sur la capture politique et la justice économique. La transparence des informations concernant les possibilités de capture politique est indispensable pour mettre en œuvre des interventions visant à limiter l'influence des combustibles fossiles dans la politique et la gouvernance. Cela comprend des informations sur les dépenses politiques et les dons de campagne, et bien plus encore. Dans le même temps, une plus grande transparence des régimes d'incitation et de subvention est nécessaire pour comprendre l'économie des projets et analyser les « accords » conclus entre les gouvernements et les entreprises, ainsi que les coûts, sous la forme de revenus non perçus ou de dettes non financées, qui sont répercutés sur le public. L'information concernant les risques climatiques des projets est également fondamentale pour que l'ensemble des « coûts » d'un projet soit reconnu et pris en compte par les communautés. Du côté des gouvernements, les prévisions de revenus et la modélisation économique normalement entreprises pour évaluer les « bénéfiques » d'un projet doivent adopter une approche intelligente du climat, dans laquelle le modèle économique pour la durée de vie d'un certain projet est façonné par rapport à des objectifs d'élimination progressive de la production conformes aux limites de réchauffement internationalement reconnues.

Ces informations permettent de mettre en lumière la planification économique risquée d'un gouvernement qui compte sur la production de revenus provenant des combustibles fossiles dans un avenir lointain alors qu'en réalité, la viabilité économique d'un projet pourrait ne pas durer aussi longtemps, compte tenu du rythme de changement sur le marché mondial de l'énergie. L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) est l'une des principales initiatives internationales en matière de transparence dans les industries extractives et constitue un forum important pour l'avancement de ces normes de transparence. La transparence est une étape importante pour permettre la participation active des citoyens aux discussions, aux débats politiques et à la défense des intérêts à propos de la gouvernance de leurs ressources naturelles et de leurs revenus publics tout au long de la transition énergétique. En raison de cette forte opposition, l'industrie et ses agents politiques tentent de limiter les possibilités d'engagement civique et de protestation. Nous devons continuer à défendre et à lutter en faveur de l'expansion, ainsi qu'à prévenir les attaques contre l'espace civique dans le monde entier. Cet élément est essentiel pour que toutes les personnes aient le droit de plaider en faveur de la limitation du réchauffement de la planète et d'exiger des informations et des comptes pour une transition équitable.

Questions de consultation

1. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les prises de position ? Comment pourraient-elles être améliorées ?
2. Avez-vous des commentaires concernant le rôle que PCQVP peut jouer dans le cadre de la transition énergétique ?
3. Dans quelle mesure les domaines de travail suggérés sont-ils appropriés à votre contexte ?
4. Quelles sont les autres possibilités afin d'influencer la politique dans les années à venir ?
5. Quels sont les questions et les exemples spécifiques au climat et aux industries extractives dans le contexte de votre pays ?
6. Souhaitez-vous formuler d'autres commentaires ?

Auteurs : Kathleen Brophy (PCQVP États-Unis), Clancy Moore (PCQVP Australie) et Emily Nickerson (PCQVP Canada), sans oublier l'ensemble des collaborateurs du réseau PCQVP qui ont conseillé et révisé ce travail ! Contributeurs inclus : ActionAid International, Bantay Kita/PCQVP Philippines,



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

Global Witness, Goa Foundation, iBase, Institute for Essential Services Reform, NRGi, Oxfam America, Oxfam Canada, PCQVP France, PCQVP Indonésie, PCQVP Malawi, secrétariat PCQVP, PCQVP Royaume-Uni, PCQVP Zambie, et Zimbabwe Environmental Law Association. Nous sommes impatients d'affiner et d'améliorer ce travail grâce aux conseils et au soutien d'un plus grand nombre de collègues et de partenaires au sein du réseau PCQVP.